

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2667

[2010/204217]

15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, l'article 2, alinéa 1^{er}, et l'article 2bis, inséré par le décret-programme du 18 décembre 2003 et modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'article 25, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu la proposition formulée en date du 2 mars 2010 par le Comité de gestion sous la forme d'avis d'initiative A 10/02 et A 10/5;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 30 mars 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 31 mars 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 2010;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 536 du Comité de secteur XVI, établi le 23 avril 2010;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 4 mai 2010;

Vu l'avis 48.378/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 juin 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation et du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi*

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " Services du Gouvernement " sont remplacés par les mots " Service public de Wallonie ";

2^o les mots " et Directeur général du personnel et des Affaires générales " sont ajoutés après les mots " Secrétaire général ";

3^o les mots " livre II du Code relatif au régime de mandat pour les fonctionnaires généraux en ce qui concerne les mandats d'administrateur général ou d'administrateur général adjoint " sont remplacés par les mots " livre II du Code relatif au régime des fonctionnaires généraux en ce qui concerne les fonctionnaires généraux soumis au régime du mandat ".

Art. 2. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots " L.II.CVIII.2. " sont remplacés par les mots " 305, § 2, 1^o et 2^o ".

Art. 3. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 7. Par dérogation à l'article 8 du Code pour les métiers du conseil définis à l'article 8, le grade d'attaché correspond aussi à un emploi d'encadrement. "

Art. 5. § 1^{er}. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " L.II.8. " sont remplacés par le mot " 11 ";

2^o le mot " immédiat " est supprimé.

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par :

" Par dérogation à l'article 14, § 1^{er}, du Code, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir à l'emploi par réaffectation d'office, par mutation d'office ou par mobilité interne ou externe d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi de directeur successivement par :

1^o mutation, réaffectation ou promotion par avancement de grade;

2^o mobilité interne ou externe;

3^o recrutement en application de l'article 5. "

Art. 7. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 11. Par dérogation à l'article 15, alinéa 2, du Code, dans le cadre d'une déclaration de vacance intervenant conformément à l'article 13, alinéa 3, du Code, pour les métiers du conseil, il est pourvu à la vacance d'un emploi de conseiller de rang B3 successivement par :

1^o promotion par accession au niveau supérieur;

2^o mutation ou réaffectation;

3^o recrutement ou mobilité interne et externe.

Par dérogation à l'article 14, § 2, du Code, pour les métiers du conseil, il est pourvu à la vacance d'un emploi de responsable d'équipe de rang A6 successivement par :

- 1° promotion par accession au niveau supérieur;
- 2° mutation ou réaffectation;
- 3° recrutement ou mobilité interne et externe. "

Art. 9. L'article 13 du même arrêté est remplacé par :

" Art. 13. Par dérogation aux articles 11, § 4, alinéa 1^{er}, et 19, 5°, du Code, pour exercer les fonctions de conseillers dans les métiers du conseil, il faut :

- 1° soit être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type court ou assimilé assorti d'une expérience professionnelle de deux ans;
- 2° soit être porteur d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur assorti d'une expérience professionnelle de cinq ans. "

Art. 10. Dans l'article 14 du même arrêté, les mots " LI.TIIL.CII.3. ", " 1 et 2+ " et " 2, 3 et 4 " sont remplacés respectivement par les mots " 24 ", " A et B " et " C et D ".

Art. 11. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 17. Par dérogation à l'article 53, § 2, 4°, du Code, pour les métiers du conseil, il convient d'être titulaire d'un certificat de validation des compétences dans le cadre du métier concerné. "

Art. 12. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 18. L'alinéa 2 de l'article 65 du Code est complété comme suit en ce qui concerne les métiers du conseil :

" En ce qui concerne les métiers du conseil, peut également être désigné un agent qui ne remplit pas la condition d'ancienneté visée à l'article 53, § 2, 1°, moyennant décision motivée du Comité de gestion sur le nombre d'années exigées, après avis du Comité intermédiaire de concertation. L'ancienneté de niveau requise ne peut dans ce cas être inférieure à deux ans. "

Art. 13. L'article 19 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 19. Par dérogation à l'article 71, § 2, du Code, pour l'accès à un emploi de responsable d'équipe de rang A6 dans les métiers du conseil tel que prévu à l'article 54 de l'arrêté précité, le Comité de direction établit son avis sur base de la motivation du candidat, de l'adéquation du profil de fonction, ainsi que sur base de la possession du certificat de validation des compétences pour le métier concerné et sur base de la réussite d'un examen d'aptitude à l'encadrement ".

Art. 14. Les articles 20 à 22 du même arrêté sont abrogés.

Art. 15. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 23. Les chapitres I^{er} et II du titre V du Code doivent se lire comme suit :

"CHAPITRE I^{er}. — *Du Département des ressources humaines de l'Office et de la Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie*

Art. 88. § 1^{er}. Le Comité de gestion adopte les finalités de la formation continuée du personnel de l'Office.

§ 2. Il existe au sein de l'Office un Département des ressources humaines qui a parmi ses compétences les compétences suivantes :

- 1° assurer l'évaluation, le suivi ainsi que la gestion administrative des dossiers des stagiaires de l'Office;
- 2° organiser des actions de formations spécifiques à la demande des services;

3° en ce qui concerne les métiers du conseil, dans le cadre de la progression de carrière, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation, préparer la validation des compétences, assurer la validation des compétences et l'examen d'aptitude à l'encadrement.

§ 3. La Direction des Ressources humaines du Service public de Wallonie est compétente pour les missions suivantes :

1° concevoir et mettre en œuvre les formations au programme des stages, à l'exception des métiers du conseil;

2° mettre en place et coordonner un réseau de correspondants de la formation et de maîtres de stages désignés par l'Administrateur général sur proposition du responsable du Département des ressources humaines de l'Office;

3° dans le cadre de la progression de carrière des agents, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation, préparer la validation des compétences, assurer la validation des compétences;

4° concevoir et assurer la mise en œuvre d'un programme général de formation répondant aux besoins de formation communs à l'ensemble des services et organismes de la Région.

Art. 89. [...]

CHAPITRE II. — *Du responsable du Département des ressources humaines de l'Office*

Art. 90. Outre les attributions qui lui sont expressément reconnues par le présent arrêté, le responsable du Département des ressources humaines de l'Office a parmi ses compétences notamment pour mission de mettre en œuvre les programmes de formation spécifiques à l'Office et d'encadrer les stagiaires. Il est assisté, pour l'encadrement des stagiaires, par des maîtres de stage qui assurent la bonne intégration et le suivi du stagiaire. "

Art. 16. L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 25. L'article 96, § 1^{er}, du Code doit se lire comme suit :

" § 1^{er}. L'agent obtient une dispense de service pour suivre une formation à son initiative organisée par l'Office, par le Service public de Wallonie ou par un autre organisme. "

Art. 17. Dans l'article 27 du même arrêté, les mots " LI.TVI.CI.3. " sont remplacés par le mot " 111 ".

Art. 18. Dans le même arrêté, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit :

" Art. 27/1. Par dérogation aux articles 110, 111 et 114 du Code pendant une période limitée à trois ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, il est organisé pour les métiers du conseil, des concours de recrutement par le Département des ressources humaines de l'Office en collaboration avec un service public désigné par le Gouvernement wallon. Dans l'attente de la désignation de ce service public, les tâches dévolues à celui-ci sont exécutées par le SELOR dans le respect du présent arrêté.

Les programmes et les règlements des concours de recrutement sont établis par le Comité de gestion sur avis du service public désigné par le Gouvernement wallon. Les modalités pratiques de chaque concours sont prévues dans le règlement du concours.

Le jury est composé, au minimum, d'un président, agent de niveau A issu du Département des ressources humaines de l'Office, ainsi que de deux membres possédant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau dans le domaine concerné et dont un, est issu du service public désigné par le Gouvernement wallon et un autre est issu du Service public de Wallonie. Les membres du jury sont désignés par le Comité de gestion. "

A l'article 112bis du Code, les mots " une épreuve complémentaire " sont remplacés par les mots " un concours de recrutement ".

Art. 19. Dans le même arrêté, il est inséré un article 27/2 rédigé comme suit :

" Art. 27/2. Par dérogation aux articles 115 et 116 du Code, pour les métiers du conseil, les compétences du SELOR sont exercées par le service public désigné par le Gouvernement wallon visé à l'article 27/1 de l'arrêté précité et celles de la Région wallonne sont exercées par le Département des ressources humaines de l'Office.

Par dérogation à l'article 116, § 3, du Code, la vérification des conditions générales d'admissibilité prévues par l'article 19, 1^o et 2^o, du Code préalable à la désignation des lauréats est effectuée par le service public désigné par le Gouvernement. Dans l'attente de la désignation de ce service public, la vérification des conditions générales d'admissibilité se fait par le SELOR. "

Art. 20. Un article 27/3 est inséré dans l'arrêté précité :

" Art. 27/3. L'article 118 du Code, doit se lire comme suit en ce qui concerne les métiers du conseil :

§ 1^{er}. Les lauréats peuvent exprimer leur préférence pour un ou plusieurs emplois déterminés. Leur désir est pris en considération dans la mesure des possibilités et selon leur rang de classement. Les lauréats qui par deux fois répondent sans se porter candidat à aucun des emplois proposés simultanément perdent le bénéfice de leur rang de classement. En sont exclus, ceux qui par deux fois consécutives ne répondent pas à une proposition d'emploi.

Les lauréats sont avertis des conséquences de l'absence de réponse à une proposition d'emploi. Les lauréats qui expriment leur préférence pour un ou plusieurs emplois s'engagent à accepter celui qui leur est attribué. Le Département des ressources humaines de l'Office notifie leur exclusion de la réserve aux lauréats qui, après cette acceptation, refusent d'entrer en fonction.

Les lauréats communiquent tout changement d'adresse au service chargé du Département des ressources humaines de l'Office. Toute proposition leur est valablement faite à la dernière adresse indiquée.

§ 2. Le Département des ressources humaines de l'Office a pour missions de gérer les réserves de recrutement et de désigner les lauréats des réserves de recrutement sur des emplois déclarés vacants. "

Art. 21. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 28. Par dérogation aux articles 110 et 112, alinéa 1^{er}, du Code, pour les métiers du conseil, les concours d'accession, destinés à constituer des réserves d'accession, comportent des épreuves de base éliminatoires dont le contenu est déterminé par le Comité de gestion en collaboration avec le service compétent du Service public de Wallonie.

Par dérogation à l'article 124, § 1^{er}, du Code, pour les métiers du conseil le Comité de gestion détermine, dans l'appel aux candidats :

1^o le contenu des épreuves et des parties d'épreuve;

2^o le nombre de points attribués à l'ensemble du concours, à chacune des épreuves et des parties d'épreuve.

Par dérogation à l'article 125 du Code, pour les métiers du conseil, un procès-verbal est dressé par l'administrateur général après les épreuves de base; il arrête la liste des lauréats qui constituent la réserve. Les lauréats conservent le bénéfice de leur réussite sans limite dans le temps. "

Art. 22. Dans le même arrêté, il est inséré un article 28/1 rédigé comme suit :

" Art. 28/1. En ce qui concerne les métiers du conseil, l'examen d'aptitude à l'encadrement tel que prévu à l'article 53, § 2, 5^o, du Code est organisé par le Département des ressources humaines de l'Office. L'examen est organisé au moins tous les deux ans.

Le Comité de gestion, sur proposition du Département des ressources humaines de l'Office, fixe les compétences requises pour l'exercice d'un emploi d'encadrement pour les métiers du conseil. Il arrête, sur proposition du Département des ressources humaines de l'Office, le programme et le règlement de l'examen. Le jury est composé au minimum d'un président, agent de niveau A issu du Département des ressources humaines de l'Office, ainsi que de deux membres possédant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau dans le domaine concerné, dont un est issu du Service public de Wallonie.

Le jury de chaque procédure est désigné par l'administrateur général. Ce jury arrête le règlement d'ordre intérieur relatif à l'organisation de la procédure et veille à son application; il établit le procès-verbal fixant la liste des personnes ayant obtenu le certificat. Le responsable du Département des ressources humaines de l'Office notifie les résultats aux candidats.

Le candidat qui a réussi l'examen d'aptitude à l'encadrement au terme de la procédure, en est déclaré lauréat. Cette déclaration figure dans l'annuaire visé à l'article 17 du Code. Les lauréats d'un examen d'aptitude à l'encadrement en conservent le bénéfice à durée indéterminée. "

Art. 23. L'article 29 du même arrêté cité est remplacé par ce qui suit :

" Art. 29. Par dérogation à l'article 132 du Code, en ce qui concerne les métiers du conseil, le certificat de validation des compétences s'acquiert au terme d'une procédure organisée par le Département des ressources humaines de l'Office. "

Art. 24. L'article 30 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 30. Par dérogation à l'article 134 du Code, le Comité de gestion fixe les compétences requises pour l'exercice, à chaque rang, de chaque métier du conseil. "

Art. 25. L'article 31 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Par dérogation à l'article 135 du Code, en ce qui concerne les métiers du conseil, le Comité de gestion, sur proposition du Département des ressources humaines de l'Office, arrête le programme et le règlement de ces procédures d'obtention du certificat. "

Art. 26. L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 32. Dans l'article 137 du Code, en ce qui concerne les métiers du conseil, les mots " le directeur général du personnel et des affaires générales " sont remplacés par les mots " l'administrateur général " et les mots " le directeur de la formation " sont remplacés par les mots " le responsable du Département des ressources humaines de l'Office ".

Art. 27. Dans l'article 33 du même arrêté, les mots " LI.TVIII. 1^{er}, § 2, 2^o, sont remplacés par les mots " 141, § 2, alinéa 3 ".

Art. 28. Dans l'article 36 du même arrêté, les mots " LI.TIX.CII.1^{er} " sont remplacés par le mot " 163 ".

Art. 29. Dans l'article 38 du même arrêté, les mots " LI.TIX.CII.3. " sont remplacés par le mot " 165 ".

Art. 30. L'article 39 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 39. Par dérogation à l'article 186 du Code, il y a pour l'Office une chambre de recours compétente pour :

1^o donner un avis motivé sur tout recours portant sur :

- a) toute proposition définitive de sanction disciplinaire;
- b) toute décision de suspension dans l'intérêt du service accompagnée ou non d'une retenue de traitement;
- c) toute proposition de licenciement pour inaptitude professionnelle;
- d) toute proposition de licenciement d'un stagiaire;
- e) toute évaluation attribuée à un agent;
- f) toute proposition de décision visée à l'article 80 du Code entraînant un changement de résidence administrative;
- g) sur toute décision en matière de congés, de disponibilité et d'absences.

2^o sans préjudice du 1^o, e), rendre une décision d'annulation sur tout recours portant sur toute évaluation attribuée."

Art. 31. L'article 40, § 2, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Une allocation forfaitaire de 75 euros, rattachée à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 et indexée conformément aux règles de l'article 247, est accordée au président et au vice-président de la Chambre de recours pour chaque journée où ils assistent à une ou plusieurs réunions de la Chambre de recours. "

Art. 32. Dans l'article 44 du même arrêté, le mot " utile " est remplacé chaque fois par les mots " exigée au recrutement ".

Art. 33. A l'article 45 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " 234 " sont remplacés par les mots " 305, § 3 ";

2^o le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 34. Dans le même arrêté, Il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

" Art. 45/1. L'article 237 du Code doit se lire comme suit pour les métiers du conseil :

" L'agent n'obtient à aucun moment, dans l'échelle attachée au grade auquel il a été promu ou recruté, un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait ou aurait bénéficié dans son grade antérieur. "

Art. 35. Dans l'article 46 du même arrêté, les mots " article 305 " sont remplacés par les mots " article 305, § 1^{er} ".

Art. 36. L'article 47 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 47. L'article 350, § 1^{er}, du Code doit se lire comme suit :

Art. 350, § 1^{er}. Le Comité de gestion peut désigner, sur la proposition du Comité de direction un agent du même cadre pour exercer les fonctions supérieures pour une période maximale de douze mois renouvelable dans les cas suivants :

- 1^o absence du mandataire depuis plus de deux mois;
- 2^o absence prévisible du mandataire pour une durée d'au moins deux mois;
- 3^o fin du mandat, dans l'attente de la désignation d'un nouveau mandataire.

Tout agent désigné pour exercer les fonctions supérieures doit remplir les conditions prévues aux articles 340 et 341. "

Art. 37. L'article 48 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 48. L'article 363, § 2, du Code doit se lire comme suit :

" § 2. La commission de sélection est présidée par l'administrateur général ou son délégué et comprend en outre le ou les Ministres fonctionnels ou leur délégué et le ou les fonctionnaires généraux dont dépend l'emploi à pourvoir. "

Art. 38. Les articles 49 à 52 du même arrêté sont abrogés.

Art. 39. L'article 53 du même arrêté est modifié comme suit :

" Art. 53. Par dérogation à l'article 370bis du Code, les congés énumérés dans ledit article peuvent également être refusés aux agents encadrants de rang A6 dans les métiers du conseil. "

Art. 40. L'article 54 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 54. La liste des métiers reprise à la section 1^{re} de l'annexe II du Code doit être complétée, en ce qui concerne les métiers du conseil, comme suit :

Niveau
Rang
Métier
A
A5 et
A6
responsable de service
responsable d'équipe
chargé de relations partenariales
chargé des relations entreprises
chargé des relations aux particuliers
B
B1 et
B1bis et
B2 et
B3

Avec échelle de traitement B1, B1bis, B2 ou B3 suivant le rang :
responsable d'équipe
conseiller

Art. 41. Dans l'article 55 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot " 2+ " est remplacé par " B ";

2° le premier tiret est modifié comme suit : " capacité à conduire un entretien avec un utilisateur ";

3° le troisième tiret est supprimé;

Art. 42. L'article 56 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 56. La liste des métiers qui peuvent être pourvus par accession au niveau supérieur prévue à la section III de l'annexe n° II du Code doit être complétée comme suit :

Niveau

Rang

Métier

A

A6

responsable d'équipe.

chargé de relations partenariales

chargé des relations entreprises

chargé des relations aux particuliers

B

B3

conseiller

Art. 43. Dans l'article 57 du même arrêté, les mots " 2.1. " sont remplacés par les mots " 2. ".

Art. 44. Par dérogation à l'article 13, 1° et 2°, du même arrêté et pour une période limitée à trois ans à dater de l'entrée en vigueur de ce dernier, les titulaires d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire inférieur pouvant justifier de dix ans d'expérience professionnelle sont admis à présenter les concours de recrutement de conseiller.

Art. 45. Les agents affectés à la fonction de " conseiller en bilan professionnel et orientation " à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont affectés au métier de conseiller. Par dérogation à l'article 54 de l'arrêté précité tel que modifié par l'article 40 du présent arrêté, ils continuent à effectuer leur fonction au sein du niveau A.

Art. 46. En ce qui concerne les métiers du conseil, dans l'article 309bis du Code, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots :

" Aussi longtemps que les premières épreuves prévues à l'article 53, § 2, 5° et 6°, ne sont pas clôturées, les conditions visées par l'article 53, § 2, 5° et 6°, ne sont pas requises pour les agents occupant un emploi d'encadrement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. "

Art. 47. Par dérogation à l'article 55, § 2, 4°, 5°, 6°, du Code et aux échelles de traitement déterminées à l'article 56 du Code, les agents visés par les mesures transitoires des articles 317, alinéas 2 et 3, 318 et 319, du Code ainsi que les adjoints principaux qui remplissaient les conditions de promotion au grade de premier adjoint hors emploi d'encadrement avant le 1^{er} mai 2009 sont promus par avancement d'échelle de traitement, dans le respect des conditions fixées par l'article 56, § 1^{er}, alinéa 2, du Code, respectivement :

1° à l'échelle B1, le gradué principal titulaire de l'échelle de traitement B2;

2° à l'échelle C1, l'assistant principal titulaire de l'échelle de traitement C2;

3° à l'échelle D1, l'adjoint principal titulaire de l'échelle de traitement D2.

**CHAPITRE III. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003
relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel
de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

Art. 48. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " Ministère(s) " sont remplacés par les mots " Service public de Wallonie ";

2° les mots " et directeur général du personnel et des affaires générales " sont ajoutés après les mots " secrétaire général ".

Art. 49. L'article 5 du même arrêté est remplacé par :

" Art. 5. L'article 2, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté doivent se lire comme suit :

" 3° d'accomplir des tâches auxiliaires dont la liste est publiée au préalable par le Gouvernement wallon;

4° d'accomplir des tâches spécifiques dont la liste est publiée au préalable par le Gouvernement wallon. "

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 2 de l'arrêté ne sont pas applicables à l'Office. "

Art. 50. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 7. § 1^{er}. Les dérogations apportées à l'article 4 de l'arrêté sont les suivantes :

1° au § 1^{er}, 5°, de l'arrêté, il faut, pour exercer les fonctions de conseillers dans les métiers du conseil :

a) soit être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type court ou assimilé assorti d'une expérience professionnelle de deux ans;

b) soit être porteur d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur assorti d'une expérience professionnelle de cinq ans.

2° au § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté, en ce qui concerne les métiers du conseil, pour le niveau B les critères de sélection sont les suivants : le diplôme et la formation ou l'expérience professionnelle requise, les aptitudes et compétences, et la motivation pour occuper l'emploi.

§ 2. Par métier du conseil, il faut entendre le métier qui porte sur le conseil et l'appui aux particuliers, entreprises et opérateurs du marché régional du travail dans le cadre des fonctions de conseil exercées au sein de l'entité "régisseur-ensemblier" visées à l'article 2, alinéa 6, 1^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, ainsi que des fonctions d'encadrement hiérarchique de ces fonctions. "

Art. 51. L'article 8, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 8. L'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté doit se lire comme suit

Pour les engagements visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, un appel à candidature peut être lancé par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

L'administrateur général procède à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir sur la base :

1^o de la définition du poste à pourvoir, laquelle comprend au minimum :

- a) la référence au métier;
- b) la description des tâches;
- c) la position dans l'organigramme;

2^o du profil du candidat recherché, lequel précise :

- a) le diplôme et la formation;
- b) les aptitudes et les compétences.

Les candidats retenus en terme de cette première sélection, font l'objet d'une audition par le responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. La direction générale concernée transmet le rapport d'audition à l'administrateur général.

Pour chaque candidat auditionné, outre la définition du poste à pourvoir et le profil requis, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

- a) identification du candidat;
- b) motivation pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle le candidat sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé;

f) classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition, l'administrateur général effectue son choix au sein de la catégorie des personnes qui conviennent pour la fonction et donne les instructions nécessaires au responsable du département des ressources humaines afin qu'il procède à l'engagement. "

Art. 52. L'article 6bis de l'arrêté inséré par l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété des paragraphes 2, 3 et 4, rédigés comme suit :

" § 2. Pour les métiers du conseil, en l'absence d'agent promu, muté ou réaffecté, les membres du personnel exerçant un métier du conseil peuvent être affectés temporairement aux emplois d'encadrement de responsable d'équipe de rang B1 et de responsable de service de rang A5 pour une durée d'un an renouvelable, s'ils remplissent des conditions équivalentes à celles prévues à l'article 53, § 2, du Code de la fonction publique wallonne et ce au terme d'une procédure telle que prévue au article 53, § 3, du Code. Le bénéfice de la réussite de l'épreuve de validation de compétences, de l'examen d'aptitude à l'encadrement et du test de sélection professionnelle reste acquis en cas de recrutement.

§ 3. Pour les métiers du conseil, en l'absence d'agent promu, muté ou réaffecté, les membres du personnel contractuel exerçant des fonctions de niveau A peuvent être affectés temporairement aux emplois d'encadrement de responsable d'équipe de rang A6 pour une durée d'un an renouvelable, s'ils remplissent des conditions équivalentes à celles prévues à l'article 14 du présent arrêté.

§ 4. Les emplois d'encadrement sur lesquels sont affectés temporairement des membres du personnel contractuel sont remis en compétition annuellement.

Les possibilités d'affectation temporaire visées aux paragraphes 2 et 3 sont limitées à une durée de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté. "

Art. 53. L'article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 11. L'article 8, de l'arrêté est complété par un alinéa 5 :

" Les membres du personnel contractuel visés à l'article 6bis, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté, bénéficient d'une rémunération équivalente à celle d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente, ainsi que des augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées. "

Art. 54. Dans le même arrêté, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit :

" Art. 11/1. Pour les métiers du conseil, le membre du personnel contractuel n'obtient, à aucun moment, dans l'échelle de traitement attachée au grade auquel il a été engagé, un traitement inférieur à celui dont il bénéficiait ou aurait bénéficié dans le grade antérieur auquel il avait été précédemment engagé. "

Art. 55. Dans le même arrêté il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

" Art. 12/1. L'article 13 de l'arrêté est abrogé. "

Art. 56. Dans le cadre d'un processus de réallocation interne, les membres du personnel contractuel de l'Office en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui remplissent les conditions prévues à l'article 7 de l'arrêté précité peuvent participer aux épreuves de validation des compétences organisées pour les métiers du conseil.

Art. 57. Les articles 34 et 54 du présent arrêté produisent leurs effets à partir du 1^{er} mai 2009.

Art. 58. Le Ministre de l'Emploi et la Formation et le Ministre de la Fonction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juillet 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2667

[2010/204217]

15 JULI 2010. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, artikel 2, eerste lid, en artikel 2bis, ingevoegd bij het programmadecreet van 18 december 2003 en gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", artikel 25, eerste lid, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand;

Gelet op het voorstel geformuleerd op 2 maart 2010 door het beheerscomité d.m.v. de initiatiefadviezen A 10/02 en A 10/5;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 maart 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 maart 2010;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 april 2010;

Gelet op protocol nr. 536 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen Sectorcomité XVI, opgesteld op 23 april 2010;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 4 mei 2010;

Gelet op het advies 48.378/2 van de Raad van State, gegeven op 30 juni 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi"*

Artikel 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het woord " Regeringsdiensten " wordt vervangen door de woorden " Waalse Overheidsdienst ";

2^o de woorden " en Directeur-generaal van het Personeel en de Algemene Zaken " worden na de woorden " Secretaris-generaal " ingevoegd;

3^o de woorden " boek II van de Code betreffende de mandaatregeling van de ambtenaren-generaal inzake de mandaten van administrateur-generaal en adjunct-administrateur-generaal " worden vervangen door de woorden " boek II de Code betreffende het stelsel van de ambtenaren-generaal wat betreft de ambtenaren-generaal onderworpen aan de mandaatregeling. "

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt " L.II.CVIII.2. " vervangen door " 305, § 2, 1^o en 2^o ".

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 7. In afwijking van artikel 8 van de Code stemt de graad van attaché, wat betreft de adviesverlenende beroepen omschreven in artikel 8, ook overeen met een kaderfunctie. "

Art. 5. § 1. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o " LI.TII.8. " wordt vervangen door " 11 ";

2^o het woord " onmiddellijke " wordt geschrapt.

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" In afwijking van artikel 14, § 1, van de Code en onverminderd het recht voor de overheid om de betrekking in te vullen door wederaanstelling van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege, wordt een vacante betrekking van directeur achtereenvolgens ingevuld door :

- 1° mutatie, wederaanstelling of bevordering door verhoging in graad;
- 2° interne of externe mobiliteit;
- 3° werving overeenkomstig artikel 5. "

Art. 7. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 11. In afwijking van artikel 15, tweede lid, van de Code, wordt in het kader van een vacantverklaring overeenkomstig artikel 13, derde lid, van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, een vacante betrekking van adviseur van rang B3 achtereenvolgens ingevuld door :

- 1° bevordering door overgang naar het hogere niveau;
- 2° mutatie of wederaanstelling;
- 3° werving of interne en externe mobiliteit.

In afwijking van artikel 14, § 2, van de Code, wordt, wat de adviesverlenende beroepen betreft, een vacante betrekking van ploegverantwoordelijke van rang A6 achtereenvolgens ingevuld door :

- 1° bevordering door overgang naar het hogere niveau;
- 2° mutatie of wederaanstelling;
- 3° werving of interne en externe mobiliteit. "

Art. 9. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 13. In afwijking van de artikelen 11, § 4, eerste lid, en 19, 5°, van de Code, moet voor de uitoefening van de functies van adviseur in de adviesverlenende beroepen aan de volgende voorwaarden voldaan worden :

- 1° hetzij houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs (korte type of daarmee gelijkgesteld) plus twee jaar beroepservaring;
- 2° hetzij houder zijn van een diploma of certificaat van het hoger secundair onderwijs plus vijf jaar beroepservaring. "

Art. 10. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden " LI.TIIC.3. ", " 1 en 2+ " en " 2, 3 en 4 " respectievelijk vervangen door " 24 ", " A en B " en " C en D ".

Art. 11. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 17. In afwijking van artikel 53, § 2, 4°, van de Code, wordt voor de adviesverlenende beroepen een certificaat tot validatie van de bevoegdheden geëist in het kader van bedoeld beroep. "

Art. 12. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 18. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, wordt artikel 65, tweede lid, van de Code aangevuld als volgt :

" Wat de adviesverlenende beroepen betreft, kan ook een personeelslid aangewezen worden dat niet voldoet aan de anciënniteitsvoorwaarde bedoeld in artikel 53, § 2, 1°, mits gemotiveerde beslissing van het beheerscomité m.b.t. het vereist aantal jaren, na advies van het tussenoverlegcomité. In dat geval mag de vereiste niveauanciënniteit niet lager zijn dan twee jaar. "

Art. 13. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 19. In afwijking van artikel 71, § 2, van de Code, brengt het directiecomité, wat betreft de toegang tot een betrekking van ploegverantwoordelijke van rang A6 in de adviesverlenende beroepen zoals bepaald bij artikel 54 van voornoemd besluit, zijn advies uit op basis van de motivering van de kandidaat, van de overeenstemming met het functieprofiel, alsook op basis van het bezit van het certificaat tot validatie van de vaardigheden voor bedoeld beroep en op basis van de goede afloop van een geschiktheidsexamen i.v.m. een kaderfunctie. "

Art. 14. De artikelen 20 tot 22 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 15. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 23. De hoofdstukken I en II van titel V van de Code dienen te worden gelezen als volgt :

"HOOFDSTUK I. — Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " en Directie Menselijke Hulpbronnen van de Waalse Overheidsdienst

Art. 88. § 1. Het Beheerscomité stemt in met de doelstellingen van de voortgezette vorming van het personeel van de " Office ".

§ 2. De " Office " beschikt over een Departement Menselijke Hulpbronnen dat bevoegd is voor :

- 1° de evaluatie en de opvolging van de stagiairs van de Dienst, alsook voor het administratieve beheer van hun dossiers;
- 2° de organisatie van specifieke vormingsacties op verzoek van de diensten;
- 3° in het kader van de loopbaanvordering, het ontwerp en de tenuitvoerlegging van vormingsacties en het doorvoeren van de validering van de vaardigheden wat de adviesverlenende beroepen betreft.

§ 3. De Directie Menselijke Hulpbronnen van de Waalse Overheidsdienst is bevoegd voor de volgende opdrachten :

- 1° het ontwerp en de tenuitvoerlegging van opleidingen op het stageprogramma, met uitzondering van de adviesverlenende beroepen;
- 2° de totstandbrenging en de coördinatie van een netwerk van correspondenten van de vorming en stagemesters aangewezen door de administrateur-generaal op de voordracht van de verantwoordelijke van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ";
- 3° in het kader van de loopbaanvordering, het ontwerp en de tenuitvoerlegging van vormingsacties, de voorbereiding en het doorvoeren van de validering van de vaardigheden;
- 4° het ontwerp en de tenuitvoerlegging van een algemeen vormingsprogramma dat inspeelt op de vormingsbehoeften die gemeen zijn aan alle diensten en instellingen van het Gewest.

Art. 89. [...]

HOOFDSTUK II. — *Verantwoordelijke van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office "*

Art. 90. Naast de bevoegdheden die hem uitdrukkelijk toegekend worden bij dit besluit, is de verantwoordelijke van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " o.a. bevoegd voor de uitvoering van de vormingsprogramma's eigen aan de " Office " en voor de begeleiding van de stagiairs. Hij wordt bij de begeleiding van de stagiairs bijgestaan door stagemeeesters die zorgen voor de vlotte integratie en de opvolging van de stagiairs. "

Art. 16. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 25. Artikel 96, § 1, van dezelfde Code dient te worden gelezen als volgt :

" § 1. De ambtenaar krijgt een dienstvrijstelling om op eigen initiatief een opleiding te volgen die door de " Office ", de Waalse Overheidsdienst of een andere instelling georganiseerd wordt. "

Art. 17. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt " LI.TVI.CI.3. " vervangen door " 111 ".

Art. 18. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 27/1, luidend als volgt :

" Art. 27/1. In afwijking van de artikelen 110, 111 en 114 van de Code gedurende een periode van hoogstens drie jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit, organiseert het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " in samenwerking met een door de Waalse Regering aangewezen overheidsdienst vergelijkende wervingsexamens in het kader van de adviesverlenende beroepen. In afwachting van de aanwijzing van die overheidsdienst worden de taken die hem ten deel gevallen overeenkomstig dit besluit door SELOR uitgevoerd.

De programma's en reglementen van de vergelijkende wervingsexamens worden door het Beheerscomité opgemaakt na advies van de overheidsdienst die door de Waalse Regering aangewezen wordt. De praktische modaliteiten van elk vergelijkend examen liggen vast in het reglement ervan.

De jury telt minstens een voorzitter, ambtenaar van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ", alsook twee leden met een specifieke kennis of een ruime ervaring in bedoeld vak, waarbij één lid deel uitmaakt van de door de Waalse Regering aangewezen overheidsdienst en het andere van de Waalse Overheidsdienst. De juryleden worden door het Beheerscomité aangewezen. "

In artikel 112bis van de Code worden de woorden " een bijkomende proef " vervangen door de woorden " een wervingsexamen ".

Art. 19. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 27/2, luidend als volgt :

" Art. 27/2. In afwijking van de artikelen 115 en 116 van de Code, worden de bevoegdheden van SELOR, wat de adviesverlenende beroepen betreft, uitgeoefend door de door de Waalse Regering aangewezen overheidsdienst bedoeld in artikel 27/1 van voornoemd besluit en worden de bevoegdheden van het Waalse Gewest uitgeoefend door het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ".

In afwijking van artikel 116, § 3, van de Code, gaat de door de Regering aangewezen overheidsdienst voor de aanwijzing van de geslaagden na of voldaan is aan de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden waarin artikel 19, 1° en 2°, van de Code voorziet. In afwachting van de aanwijzing van die overheidsdienst gaat SELOR na of de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn. "

Art. 20. Voornoemd besluit wordt aangevuld met een artikel 27/3, luidend als volgt :

" Art. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, dient artikel 118 van de Code te worden gelezen als volgt :

§ 1^{er}. De geslaagden mogen hun voorkeur voor één of meer welbepaalde betrekkingen uitdrukken. Hun wens wordt naar gelang van de mogelijkheden en op basis van hun rangschikking in aanmerking genomen. De geslaagden die twee keer antwoorden zonder zich kandidaat te stellen voor één van de betrekkingen die tegelijkertijd voorgesteld worden verliezen het voordeel van hun rangschikking. De geslaagden die twee achtereenvolgende keren niet antwoorden op een baanvoorstel worden uitgesloten.

De geslaagden worden in kennis gesteld van de gevolgen van het gebrek aan antwoord op een baanvoorstel. De geslaagden die hun voorkeur voor één of meer betrekkingen uitdrukken verbinden zich ertoe de betrekking aan te nemen die hen toegekend wordt. De geslaagden die weigeren in functie te treden na de betrekking te hebben aanvaard worden er door het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " op gewezen dat ze uit de wervingsreserve uitgesloten zijn.

De geslaagden delen elke adresverandering aan het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " mee. Elk voorstel wordt hen op geldige wijze gericht op het adres dat voor het laatst meegedeeld werd.

§ 2. Het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office " heeft als opdrachten het beheer van de wervingsreserves en de aanwijzing van de in de wervingsreserves opgenomen geslaagden om vacant verklaarde betrekkingen in te vullen. "

Art. 21. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 28. In afwijking van de artikelen 110 en 112, eerste lid, van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, bestaan de vergelijkende overgangsexamens met het oog op de aanleg van overgangsreserves in selectieve basisproeven waarvan de inhoud door het Beheerscomité bepaald wordt in samenwerking met de bevoegde dienst van de Waalse Overheidsdienst.

In afwijking van artikel 124, § 1, van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, vermeldt het Beheerscomité in de kandidatenoproep :

1° de inhoud van de proeven en proefgedeelten;

2° het aantal punten toegekend voor het gezamenlijk vergelijkend examen, voor elk van de proeven en proefgedeelten.

In afwijking van artikel 125 van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, wordt na de basisproeven proces-verbaal opgemaakt door de administrateur-generaal; hij bepaalt de lijst van de geslaagden die de reserve samenstellen. De geslaagden behouden het voordeel van hun slagen zonder tijdslimiet. "

Art. 22. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 28/1, luidend als volgt :

" Art. 28/1. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, wordt het geschiktheidsexamen voor de kaderfunctie zoals bepaald bij artikel 53, § 2, 5°, van de Code georganiseerd door het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ". Het examen wordt minstens om de twee jaar georganiseerd.

Het Beheerscomité bepaalt, op voorstel van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ", de bevoegdheden die vereist worden voor de uitoefening van een kaderfunctie wat de adviesverlenende beroepen betreft. Het bepaalt, op voorstel van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ", het programma en het reglement van het examen. De jury telt minstens een voorzitter, ambtenaar van niveau A uit het Departement Menselijke Hulpbronnen van de " Office ", alsook twee leden met een specifieke kennis of een ruime ervaring van hoog niveau in bedoeld domein, waarbij één lid deel uitmaakt van de Waalse Overheidsdienst.

De jury van elke procedure wordt door de administrateur-generaal aangewezen. Die jury bepaalt het huishoudelijk reglement betreffende de organisatie van de procedure en ziet toe op de toepassing ervan; hij maakt het proces-verbaal op met de lijst van de personen die het certificaat verkregen hebben. De verantwoordelijke van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office" deelt de resultaten aan de kandidaten mee.

De kandidaat die na afloop van de procedure geslaagd is voor het geschiktheidsexamen i.v.m. de kaderfunctie wordt als geslaagd verklaard. Die verklaring wordt opgenomen in de gids bedoeld in artikel 17 van de Code. De geslaagden voor een geschiktheidsexamen betreffende de kaderfunctie behouden voor onbepaalde duur het voordeel daarvan.

Art. 23. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 29. In afwijking van artikel 132 van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, wordt het certificaat voor de validatie van de bekwaamheden afgeleverd na afloop van een procedure die door het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office" georganiseerd wordt. "

Art. 24. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 30. In afwijking van artikel 134 van de Code, bepaalt het Beheerscomité de bekwaamheden die vereist worden voor de uitoefening, in elke rang, van elk adviesverlenend beroep. "

Art. 25. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

" In afwijking van artikel 135 van de Code, wat de adviesverlenende beroepen betreft, bepaalt het Beheerscomité, na voorstel van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office", het programma en het reglement van die procedures tot aflevering van het certificaat. "

Art. 26. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 32. In artikel 137 van de Code, worden, wat de adviesverlenende beroepen betreft, de woorden " de directeur-generaal van het personeel en de algemene zaken " vervangen door de woorden " de administrateur-generaal " en worden de woorden " de directeur van de vorming " vervangen door de woorden " de verantwoordelijke van het Departement Menselijke Hulpbronnen van de "Office". "

Art. 27. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt " LI.TVIII. 1, § 2, 2°, vervangen door " 141, § 2, derde lid ".

Art. 28. In artikel 36 van hetzelfde besluit wordt " LI.TIX.CII.1. " vervangen door " 163 ".

Art. 29. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt " LI.TIX.CII.3. " vervangen door " 165 ".

Art. 30. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 39. In afwijking van artikel 186 van de Code wordt voor de " Dienst " voorzien in een kamer van beroep die bevoegd is om :

1° een met redenen omkleed advies te geven over :

- a) elk definitief voorstel tot tuchtstraf;
 - b) elke beslissing tot schorsing in het belang van de dienst, al dan niet gepaard gaand met een inhouding van wedde;
 - c) elk voorstel tot ontslag wegens beroepsonbekwaamheid;
 - d) elk voorstel tot ontslag van een stagiair;
 - e) elke evaluatie toegekend aan een ambtenaar;
 - f) elk beslissingsvoorstel bedoeld in artikel 80 van de Code dat een verandering van administratieve standplaats inhoudt;
 - g) elke beslissing inzake verlof, beschikbaarheid en afwezigheden.
- 2° onverminderd 1°, e), een beslissing tot vernietiging uit te spreken over elk beroep betreffende elke toegekende evaluatie. "

Art. 31. Artikel 40, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

" Een forfaitaire vergoeding van 75 euro, gekoppeld aan de spilindex 138.01 op 1 januari 1990 en geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 247, wordt aan de voorzitter en de ondervoorzitter van de Kamer van beroep toegekend voor elke dag waarop ze één of meer vergaderingen van de Kamer van beroep bijwonen. "

Art. 32. In artikel 44 van hetzelfde besluit wordt de woorden " een nuttige ervaring " vervangen door de woorden " de bij de werving vereiste ervaring. "

Art. 33. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° " 234 " wordt vervangen door " 305, § 3 " ;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 34. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45/1, luidend als volgt :

" Art. 45/1. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, dient artikel 237 van de Code te worden gelezen als volgt :

" De ambtenaar krijgt, in de schaal i.v.m. de graad waarin hij bevorderd of geworven werd, nooit een lagere wedde dan die waarvoor hij aanmerking kwam of gekomen zou zijn in zijn vorige graad. "

Art. 35. In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt " artikel 305 " vervangen door " artikel 305, § 1 ".

Art. 36. Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 47. Artikel 350, § 1, van dezelfde Code dient te worden gelezen als volgt :

Art. 350, § 1. Het Beheerscomité kan op voorstel van het Directiecomité een ambtenaar van dezelfde personeelsformatie aanwijzen om gedurende een hernieuwbare periode van hoogstens twaalf maanden hogere functies uit te oefenen in de volgende gevallen :

1° afwezigheid van de mandataris sinds meer dan twee maanden;

2° voorspelbare afwezigheid van de mandataris gedurende minstens twee maanden;

3° einde van het mandaat, in afwachting van de aanwijzing van een nieuwe mandataris.

Elke ambtenaar die aangewezen wordt om hogere functies uit te oefenen moet voldoen aan de voorwaarden bepaald bij de artikelen 340 en 341. "

Art. 37. Artikel 48 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 48. Artikel 363, § 2, van dezelfde Code dient te worden gelezen als volgt :

" § 2. De selectiecommissie wordt voorgezeten door de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde en bestaat bovendien uit de functionele Ministers of hun afgevaardigde en uit de ambtena(a)r(en)-generaal onder wie de in te vullen betrekking ressorteert. "

Art. 38. De artikelen 49 tot 52 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 39. Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

" Art. 53. In afwijking van artikel 370*bis* van de Code, kunnen de in genoemd artikel opgesomde verloven ook geweigerd worden aan de ambtenaren van rang A6 met een kaderfunctie in de adviesverlenende beroepen. "

Art. 40. Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 54. De lijst van de beroepen opgenomen in afdeling 1 van bijlage II bij de Code dient, wat de adviesverlenende beroepen betreft, te worden aangevuld als volgt :

Niveau

Rang

Beroep

A

A5 en

A6

dienstverantwoordelijke

ploegverantwoordelijke

gelastigde partnerschapsrelaties

gelastigde bedrijfsrelaties

gelastigde relaties met particulieren

B

B1 en

B1*bis* en

B2 en

B3

Met de weddeschalen B1, B1 bis, B2 of B3 naar gelang van de rang :

ploegverantwoordelijke

adviseur.

Art. 41. In artikel 55 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° " 2+ " wordt door " B " vervangen;

2° het eerste streepje wordt gewijzigd als volgt : " vermogen om een onderhoud te leiden met een gebruiker ";

3° het derde streepje wordt geschrapt.

Art. 42. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 56. De lijst van de beroepen waarin kan worden voorzien door overgang naar het hogere niveau, zoals bepaald in afdeling III van bijlage II bij de Code, dient te worden aangevuld als volgt :

Niveau

Rang

Beroep

A

A6

ploegverantwoordelijke

gelastigde partnerschapsrelaties

gelastigde bedrijfsrelaties

gelastigde relaties met particulieren

B

B3

adviseur.

Art. 43. In artikel 57 van hetzelfde besluit wordt " 2.1. " vervangen door " 2. ".

Art. 44. In afwijking van artikel 13, 1° en 2°, van hetzelfde besluit mogen de houders van een diploma of certificaat van het lager secundair onderwijs die het bewijs van tien jaar beroepservaring kunnen leveren de vergelijkende wervingsexamens van adviseur afleggen gedurende een periode van hoogstens drie jaar, te rekenen van de inwerkingtreding van bedoeld besluit.

Art. 45. De ambtenaren die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de functie van " adviseur beroepsbalans en oriëntering " aangesteld zijn, worden in het beroep van adviseur aangesteld. In afwijking van artikel 54 van voornoemd besluit, zoals gewijzigd bij artikel 40 van dit besluit, blijven ze hun functie binnen niveau A uitoefenen.

Art. 46. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, wordt het eerste lid van artikel 309*bis* van de Code aangevuld als volgt :

" Zolang de eerste proeven waarin artikel 53, § 2, 5° en 6°, voorziet niet afgesloten zijn, moeten de in artikel 53, § 2, 5° en 6°, bedoelde voorwaarden niet vervuld worden door de ambtenaren met een kaderfunctie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. "

Art. 47. In afwijking van artikel 55, § 2, 4°, 5°, 6°, van de Code en van de weddeschalen bedoeld in artikel 56 van de Code, worden de ambtenaren die het voorwerp zijn van de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 317, tweede en derde lid, 318 en 319, van de Code, alsook de hoofdadjuncten die voldeden aan de voorwaarden tot bevordering in de graad van eerste adjunct (excl. kaderfunctie) met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 56, § 1, tweede lid, van de Code, voor 1 mei 2009 bevorderd door weddeschaalverhoging, respectievelijk :

- 1° in schaal B1, de e.a. gegradueerde die titularis is van de weddeschaal B2;
- 2° in schaal C1, de e.a. assistent die titularis is van de weddeschaal C2;
- 3° in schaal D1, de e.a. adjunct die titularis is van de weddeschaal D2.

HOOFDSTUK III. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand

Art. 48. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord " Ministerie(s) " wordt vervangen door de woorden " Waalse Overheidsdienst ";
- 2° de woorden " directeur-generaal van het personeel en de algemene Zaken " worden na de woorden " secretaris-generaal " ingevoegd.

Art. 49. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 5. Artikel 2, § 1, 3° en 4°, van het besluit dient te worden gelezen als volgt :

" 3° hulptaken te vervullen waarvan de lijst eerst door de Waalse Regering bekendgemaakt wordt;

4° specifieke taken te vervullen waarvan de lijst eerst door de Waalse Regering bekendgemaakt wordt. "

De paragrafen 2 en 3 van artikel 2 zijn niet meer op de " Office " toepasselijk. "

Art. 50. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 7. § 1. In artikel 4 van het besluit worden de volgende afwijkingen ingevoerd :

1° in § 1, 5°, van het besluit mogen de functies van adviseur in de adviesverlenende beroepen onder de volgende voorwaarden uitgeoefend worden :

a) hetzij houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type (of daarmee gelijkgesteld), plus een nuttige beroepservaring van twee jaar;

b) hetzij houder zijn van een diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, plus een nuttige beroepservaring van vijf jaar.

2° in § 2, eerste lid, van het besluit zijn de selectiecriteria voor niveau B, wat de adviesverlenende beroepen betreft, de volgende : diploma en vorming of nuttige beroepservaring, geschiktheden en vaardigheden, en motivering om de betrekking te bekleden.

§ 2. Onder adviesverlenend beroep wordt verstaan het beroep betreffende de advies- en steunverlening aan particulieren, bedrijven en operatoren van de gewestelijke arbeidsmarkt in het kader van de adviesverlenende functies uitgeoefend binnen de entiteit " regisseur-coördinator " bedoeld in artikel 2, zesde lid, 1°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de " Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ", zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, alsmede de functies betreffende de rechtstreekse hiërarchische begeleiding van die functies. "

Art. 51. Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 8. Artikel 5, § 1, van het besluit dient te worden gelezen als volgt :

Voor de indienstnemingen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, 2° en 3°, kan een oproep tot de kandidaten gedaan worden via elk communicatiekanaal door middel waarvan elke belangstellende persoon zich kan doen kennen.

De administrateur-generaal maakt een eerste selectie van de kandidaten voor de in te vullen betrekkingen op basis van :

1° de omschrijving van de in te vullen betrekking, waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

- a) de verwijzing naar het beroep;
- b) de taakomschrijving;
- c) de positie binnen de functionele personeelsformatie;

2° profiel van de gezochte kandidaat, met melding van :

- a) het diploma en de vorming;
- b) de geschiktheden en vaardigheden.

De voorgeselecteerde kandidaten worden gehoord door de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar ze in dienst genomen zullen worden. Betrokken directoraat-generaal richt het verslag van de hoorzitting aan de administrateur-generaal.

Voor elke gehoorde kandidaat bevat het verslag van de hoorzitting, behalve de omschrijving van de in te vullen betrekking en het vereiste profiel, hoe dan ook de volgende gegevens

- a) de identificatie van de kandidaat;
- b) de motivering om het ambt te bekleden;
- c) de beroepservaring;
- d) de datum waarop de persoon beschikbaar zal zijn om het ambt te bekleden;
- e) de overeenstemming met het gevraagde profiel;
- f) de indeling van een kandidaat in één van de twee volgende categorieën : is geschikt voor het ambt of is niet geschikt voor het ambt.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de hoorzittingsverslagen maakt de administrateur-generaal een keuze in de categorie van de personen die geschikt zijn voor het ambt en geeft hij de nodige onderrichtingen aan de verantwoordelijke van het departement Menselijke Hulpbronnen met het oog op de indienstneming. "

Art. 52. Artikel 6bis van het besluit, ingevoegd bij artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en hun administratieve en geldelijke toestand, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal uitmaken, wordt aangevuld met de paragrafen 2, 3 en 4, luidend als volgt :

" § 2. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, kunnen de personeelsleden die een adviesverlenend beroep uitoefenen, bij gebrek aan bevorderde, gemuteerde of wederaangestelde ambtenaar, tijdelijk (hernieuwbare duur van één jaar) aangesteld worden in de kaderfuncties van ploegverantwoordelijke van rang B1 en van dienstverantwoordelijke van rang A5 indien ze voldoen aan dezelfde voorwaarden als die bepaald bij artikel 53, § 2, van de Waalse ambtenarencode, na afloop van een procedure zoals bepaald bij artikel 53, § 3, van de Code. Het voordeel van het slagen voor de proef tot validatie van de vaardigheden, voor het geschiktheidsexamen betreffende de kaderfunctie en voor de beroepsselectietest blijft behouden in geval van werving.

§ 3. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, kunnen de contractuele personeelsleden die functies van niveau A uitoefenen, bij gebrek aan bevorderde, gemuteerde of wederaangestelde ambtenaar, tijdelijk (hernieuwbare duur van één jaar) aangesteld worden in de kaderfuncties van ploegverantwoordelijke van rang A6 indien ze voldoen aan dezelfde voorwaarden als die bepaald bij artikel 14 van dit besluit.

§ 4. De kaderfuncties waarin contractuele personeelsleden tijdelijk aangesteld worden, worden jaarlijks voor mededinging opengesteld.

De tijdelijke aanstellingsmogelijkheden bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden beperkt tot een duur van vijf jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit. "

Art. 53. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

" Art. 11. Artikel 8 van het besluit wordt aangevuld met een vijfde lid :

" De contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 6bis, §§ 1 en 2, komen in aanmerking voor een bezoldiging die overeenstemt met die van een ambtenaar met dezelfde of een gelijkwaardige functie, alsmede voor de tussentijdse en zesjaarlijkse verhogingen die ermee gepaard gaan. "

Art. 54. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11/1, luidend als volgt :

" Art. 11/1. Wat de adviesverlenende beroepen betreft, hebben de contractuele personeelsleden, in de weddeschaal verbonden met de graad waartoe ze zijn bevorderd, nooit een lagere wedde dan die welke zij genoten of zouden hebben genoten in de vorige graad waarin zij vroeger in dienst werden genomen. "

Art. 55. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 12/1, luidend als volgt :

" Art. 12/1. Artikel 13 van het besluit wordt opgeheven. "

Art. 56. In het kader van een proces van interne reallocatie mogen de contractuele personeelsleden van de " Office " die in functie zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van genoemd besluit deelnemen aan de proeven voor de validatie van de vaardigheden die voor de adviesverlenende beroepen georganiseerd worden.

Art. 57. De artikelen 34 en 54 van dit besluit treden in werking op 1 mei 2009.

Art. 58. De Minister van Tewerkstelling en Vorming en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juli 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2010/03460]

Personeel. — Eervolle ontslagverleningen

Bij koninklijk besluit van 18 maart 2008, nr. 5, wordt eervol ontslag uit hun ambt verleend aan de hierna volgende ambtenaren :

Administratie der directe belastingen
Buitendiensten

— De heer D'Herder, R.T.G., directeur bij een fiscaal bestuur te Brussel, vanaf 1 april 2008;

— De heer Florins, R.L.A., gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur te Charleroi, vanaf 1 april 2008.

Administratie van de btw,
registratie en domeinen - Sector registratie en domeinen
Buitendiensten

— De heer Bronckart, C.G.J.M., eeraanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur te Luik, vanaf 1 juli 2008.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2010/03460]

Personnel. — Démissions honorables

Par arrêté royal du 18 mars 2008, n° 5, démission honorable de leurs fonctions est accordée aux agents suivants :

Administration des contributions directes
Services extérieurs

— M. D'Herder, R.T.G., directeur d'administration fiscale à Bruxelles, à partir du 1^{er} avril 2008;

— M. Florins, R.L.A., directeur régional d'administration fiscale à Charleroi, à partir du 1^{er} avril 2008.

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
Secteur de l'enregistrement et des domaines
Services extérieurs

— M. Bronckart, C.G.J.M., inspecteur principal d'administration fiscale à Liège, à partir du 1^{er} juillet 2008.